

Empêcher l'adoption des budgets antisociaux et l'accession au pouvoir de Le Pen ou Bardella

Depuis le 14 octobre, les budgets 2026 de la Sécurité sociale et de l'État sont âprement discutés au parlement. Ces deux projets sont un concentré de ce qui est nécessaire au capitalisme français, en perte de vitesse sur le marché mondial : augmenter son taux de profit en attaquant la classe ouvrière, renforcer les aides et exonérations dont il bénéficie, préparer la guerre impérialiste et accroître les moyens de la police.

En même temps, le gouvernement n'a qu'une assise fragile. Le PS a donc obtenu de Lecomte un report de la loi Macron-Borne contre les retraites des salariés. Mais les députés RN, LR, Renaissance, Horizons, etc. refusent de faire contribuer les grands capitalistes. Après plusieurs semaines, le budget de l'État a été approuvé par... un seul député le 22 novembre !

Le Sénat, qui examine à son tour les projets de budget du gouvernement, ne veut pas entendre parler de faire contribuer les plus riches, ni suspendre la loi de 2023. Pour finir, après examen par une commission mixte paritaire, les projets de budgets seront de retour devant l'Assemblée nationale. Le gouvernement a peu de chance d'obtenir un compromis avant le 12 décembre pour le budget de la Sécurité sociale et le 15 décembre pour le budget de l'État. Il sifflera alors la fin du jeu : il fera passer ses budgets par ordonnances, par l'article 49.3 ou s'arrogera un nouveau délai avec une « loi spéciale ».

LFI a beau jeu de dénoncer la complicité du PS avec le gouvernement. Hélas, ce n'est que concurrence entre réformistes. Le PS, le PCF et LFI sont tous d'accord pour faire croire au théâtre parlementaire, pour garder la Nouvelle-Calédonie, pour renforcer l'armée française. Le 5 novembre, LFI a réclamé plus d'argent pour l'armée (voir le *Compte-rendu de la commission des finances* n° 22).

Lorsque le chef d'état-major des armées appelle, à la suite du président, le 18 novembre, à préparer la guerre, à « *accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement* », le seul problème pour LFI c'est que « le débat » doit avoir lieu au parlement.

Des dirigeants syndicaux emboîtent le pas aux partis réformistes (PS, PCF et LFI), en décrétant une « journée d'action » le 2 décembre.

Rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre. C'est le moment d'amplifier nos mobilisations de la rentrée pour mettre la pression pour obtenir la justice sociale, fiscale et environnementale dans ce budget. (CGT, FSU et Solidaires, 6 novembre)

Voilà les travailleurs invités, une fois de plus, à faire pression sur les débats parlementaires. Quel est le bilan des appels aux journées d'action du 18 septembre, du 2 octobre, sinon d'avoir laissé le gouvernement développer son calendrier sans crainte, alors qu'il est si affaibli ? C'est la même diversion que l'intersyndicale avait utilisée en 2023 et qui a permis la loi Borne contre nos retraites.

Ensemble, imposons une autre répartition des richesses, au national en mettant la pression sur le vote du budget et dans nos entreprises et services en gagnant des augmentations de salaires. (CGT, Tract pour le 2 décembre)

Si les budgets du gouvernement passent, cela signifiera une aggravation importante de la situation des travailleurs, des étudiants, des retraités, des migrants et des sans-papiers, pendant que les crédits pour l'armée et la police seront renforcés. Pour leur barrer la route, il n'y a pas d'autre voie que la mobilisation de la classe ouvrière pour affronter le gouvernement et le vaincre, préparer la grève générale.

Assez de cogestion et de « propositions » ! Dans les as-

semblées générales, dans les réunions syndicales, imposons la rupture de toute collaboration avec le gouvernement Macron-Lecomte. Unité de toutes les organisations ouvrières pour manifester à l'Assemblée nationale pour interdire le vote des budgets réactionnaires ou leur passage par ordonnances !

Satisfaction des revendications, à commencer par l'abrogation de la loi Macron-Borne contre les retraites et des lois discriminatoires envers les travailleurs étrangers !

Gouvernement des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe !

27 novembre 2025



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste | Collectif révolution permanente en France

Contre le militarisme, la misère et les frontières, révolution sociale !



Défaire les projets de budgets antisociaux p. 2
Femmes contre l'oppression, contre le budget p. 5
Femmes et familles sans abri en danger p. 6
Le gouvernement veut faire payer les étudiants p. 8
LFI, apologie de l'État bourgeois et soutien aux marchands d'armes p. 9
États-Unis : la victoire électorale de Mamdani p. 13
Maroc : la jeunesse durement réprimée p. 14
Madagascar : un puissant soulèvement sans direction révolutionnaire p. 18
Intelligence artificielle : la fuite en avant p. 22
Argentine : le parti de la bourgeoisie pro-yankee remporte les élections p. 24
Le génocide se poursuit à Gaza p. 28



n° 71 novembre-décembre 2025 2 euros